

État, services publics et monde rural

La maire de Menou, Véronique Ravaud avait mis à disposition la salle communale, **vendredi 22 février** en début de soirée pour un débat ouvert à tous, sur le thème **État, services publics et monde rural**.

Ce qui s'est dit

Les multiples interventions (une trentaine de participants) ont mis en évidence **l'inquiétude, voire la révolte, des habitants** face aux politiques publiques qui au final pénalisent fortement la ruralité et impactent le présent et l'avenir des habitants.

Mais le sentiment gagne aussi de **la nécessité d'une mobilisation** pour lutter contre ou compenser les effets négatifs du désengagement de l'État et de ces services dans des pans entiers du territoire national.

I. Les critiques et les problématiques.

À partir de cas particuliers et de réflexions plus générales, la discussion a porté

- **sur le démantèlement des services publics et la faiblesse de la couverture médicale.**

L'exemple le plus débattu a été la fermeture annoncée des urgences de nuit à l'hôpital de Clamecy, mais aussi la désertification médicale et les gardes de nuit non assurées par les médecins installés en libéral.

Le maintien d'une permanence nocturne à effectif réduit à Clamecy, n'est pas une victoire de la mobilisation mais un compromis précaire.

- **la mobilité, la hausse du prix des carburants et la limitation de vitesse à 80 km/h**

Le constat a été répété qu'en l'absence de desserte par bus et de lignes SNCF de proximité vers les villes proches (Cosne sur Loire ou Clamecy), la voiture individuelle est le seul moyen de déplacement possible. (D'autres usages peuvent être envisagés comme le covoiturage mais sont difficiles à mettre en œuvre). Dans cette situation, tout ce qui pénalise l'usage régulier de l'automobile (prix des carburants, limitation non concertée de la vitesse) touche fortement les habitants de nos communes.

- **le pouvoir d'achat et l'emploi**

Le sentiment dominant est qu'ils ne cessent de s'éroder et qu'il existe sur la commune des populations en difficulté (retraités ou des personnes sans perspectives d'emploi). Le niveau des divers prélèvements est contesté.

- **la pollution des sols,**

L'accent est mis sur les effets à terme pour la population en général et les agriculteurs en particulier de l'usage de produits phytosanitaires

- **le non accès au travail pour les sans papiers**

La situation alarmante des sans-papiers a été soulignée : en effet n'étant pas autorisés à travailler même s'ils ont une promesse d'embauche, ils ne peuvent subvenir à leurs besoins.

- **les salaires des hauts fonctionnaires, les avantages et retraites accordés aux grands élus, la suppression de l'ISF**

Un quasi consensus se dessine pour refuser dans chacun de ces domaines les multiples excès repérés. L'écart de rémunération entre un salarié modeste et a fortiori un retraité modeste, et un parlementaire choque certains.

La tentation est alors grande de proposer une réduction des effectifs des institutions centrales mais, dans la mesure où il est déjà difficile d'avoir accès aux parlementaires, la moindre représentation des populations rurales au parlement qui en découlerait est largement redoutée.

Il a également été dit que les postes de la haute fonction publique doivent fournir des conditions de rémunération, certes

inférieures, mais cependant en phase avec celles des postes du privé auxquels les mêmes personnes peuvent prétendre.

Tout en considérant que la logique de service public n'est pas celle du secteur privé.

- **le manque de considération pour les enseignants**

Ceux présents dans la salle constatent une dégradation des conditions d'exercice de leur métier devant des élèves touchés par la précarisation économique des parents.

- **Le processus démocratique et la crise de la représentativité**

L'inertie des députés pour faire remonter les difficultés du terrain a été dénoncée. Beaucoup de participants se plaignent de la faible présence des élus nationaux sur le terrain, de la difficulté à leur faire passer des messages. Ce jugement s'enracine peut-être dans une méconnaissance profonde du travail parlementaire.

Le manque de mobilisation des citoyens pour les élections avec de forts taux d'abstention, mais aussi le mécontentement face aux politiques en présence avec l'importance des bulletins blancs ont été soulignés

La désillusion des jeunes face à la politique Grands absents dans la commune et du débat du jour, la réflexion portait plutôt sur leur désinvestissement général dans le débat politique,

compensé souvent en faveur d'autres formes d'engagement plus pratico-pratiques.

Le danger d'un traitement purement statistique et numérique des débats citoyens Les participants se demandent si leurs contributions au débat seront réellement prises en compte, par quels moyens et dans quelle mesure. Le traitement statistique est fortement critiqué.

II. Les propositions.

Pour pallier le désengagement de l'État, il convient de prendre des initiatives. Un consensus général se dégage sur cette réponse qui doit guider la relation avec les pouvoirs publics. **Nous devons imaginer et défendre nos projets.** Le sujet a délié les langues sur le dynamisme de la vie associative et l'importance du maintien du petit commerce

Pour redonner confiance à la ruralité et améliorer le quotidien, il est suggéré :

- **une répartition imposée de médecins sur tout le territoire.**

Seule une politique volontariste permettra de lutter efficacement contre la désertification médicale, avec le recours par exemple au

salariat de médecins qui seraient répartis équitablement sur le territoire.

- **des aides financières beaucoup mieux réparties par un système de péréquation amélioré**

A impôt égal service comparables. Les gens des campagnes payant des impôts comme ceux des villes, ils doivent pouvoir bénéficier des services publics.

- **la mise en phase des retraites et des salaires avec le coût de la vie**

Pour les petites retraites, les grignotages à répétition de leur montant crée pour beaucoup de réelles difficultés. La nécessité d'une augmentation du SMIC a été évoquée ainsi que la possibilité d'un revenu universel

- **une meilleure mobilité par un recours aux transports scolaires**

Pourquoi ne pas mobiliser les bus affectés aux transports scolaires pour des dessertes dans la journée ?

- **Une politique de maintien des petits commerces**

Le maintien d'un café et d'une épicerie dans la commune est un enjeu majeur. Leur survie est liée notamment à une fréquentation assidue par les habitants, à la poursuite du développement des circuits courts et à l'encouragement par la commune d'une offre multi services.

Pour pallier la faiblesse structurelle de la demande, il faudrait

que les habitants y aient systématiquement recours en acceptant que cette offre de proximité ait un coût, sans doute moins élevé que celui du carburant dépensé pour aller ailleurs.

- **Une réflexion doit être engagée pour lister les atouts de la commune (qualité de l'accueil, richesse des espaces naturels), potentiel de développement pour des activités diverses (dont sportives ou de loisirs ...), sur les manières de les valoriser afin de maintenir le nombre d'habitants et de rendre la commune plus attractive pour en accueillir de nouveaux dans le futur.**

Le constat dominant est que Menou et son environnement possèdent de nombreux atouts pas encore suffisamment valorisés y compris par les habitants.

Il y a une unanimité sur la qualité de l'accueil dans la commune. Mais il faut aller plus loin. D'où la question centrale : comment améliorer notre capacité d'accueil et le dynamisme touristique de ce poumon vert à 2 heures de Paris (quand ça roule) ?

- **L'amélioration du processus démocratique**

La prise en compte réelle du vote blanc et la possibilité de rendre le vote obligatoire. L'importance de l'acte de voter en se déplaçant physiquement dans le bureau de vote a été soulignée, et tout ce qui est lié à cet acte citoyen (l'isoloir, le fait de glisser un bulletin de vote, d'assister au dépouillement des bulletins, etc.) L'attention a été attirée sur le danger sous-jacent du recours au vote par internet qui désincarne cet acte citoyen et peut menacer à terme la démocratie.

- **la prolongation du débat du soir et son élargissement à des communes voisines**

Il s'agit -outre la poursuite du dialogue - d'assurer un suivi des réponses apportées ou pas par l'État, la Région et le département aux inquiétudes exprimées lors du grand débat. Un doute existe sur la capacité à entendre vraiment par traitement statistique et informatique ce qui s'est exprimé dans les débats à Menou et ailleurs ou dans les cahiers de doléances ouverts dans les mairies.

L'idée est de prolonger ce débat par des rencontres régulières avec des habitants de communes voisines en y invitant de temps en temps les élus nationaux du département, voire les autorités administratives (sous-préfet, etc...)

Ce qui, au final, domine dans les échanges de cette soirée à Menou

- l'égalité entre les territoires et les citoyens n'est pas respectée par l'Etat et ses services
- les injustices sociales ont de graves conséquences sur la vie locale.
- La commune conserve de nombreux atouts que seule une mobilisation et une créativité collective permettront de valoriser sans trop de difficultés
- **Mais cette mobilisation et cette créativité locale n'a pas vocation à se substituer à l'engagement de l'État. Elle est pourtant indispensable pour provoquer une implication plus soutenue des pouvoirs publics.**